

## ... débat sur l'Angola

*tout le peuple angolais. Il est bien entendu que dans le jeu démocratique de la lutte politique qui s'instaura demain en Angola, nous nous battons pour le triomphe de nos vues particulières.*

Cette position qui consiste à s'unir sur l'objectif limité de l'indépendance nationale par la lutte armée contre l'impérialisme en conservant son propre programme sur l'avenir de l'Angola libéré et en le diffusant, nous paraît être une position juste.

Par contre, l'intégration pure et simple des militants du M.P.L.A. au sein du Front dirigé par l'U.P.A., ce qui semble être la proposition de nos camarades, représenterait l'abandon pur et simple du programme « majeur » du M.P.L.A.

La récente création du gouvernement provisoire de la République de l'Angola nous paraît être la dernière manœuvre de HOLDEN ROBERTO pour rendre difficile l'unité angolaise.

Quelle est l'histoire de ce gouvernement? Elle comporte trois actes :

**Premier acte** en février 1962 : l'ALIAZO (Alliance des Ressortissants de Zombo) change de nom et devient le P.D.A. (Parti Démocratique de l'Angola).

Ce changement d'appellation n'étant nullement la suite logique d'une extension territoriale, d'ailleurs non voulue par sa direction (cf. plus haut le programme préliminaire).

**Deuxième acte** 27 mars 1962 : Création d'un prétendu Front de Libération de l'Angola groupant U.P.A. et P.D.A.

**Troisième acte** 5 avril 1962 (soit neuf jours seulement plus tard) : Proclamation à Léopoldville du prétendu Gouvernement Provisoire.

Au total ni le Front, ni le Gouvernement Provisoire, ne peuvent, de par leur implantation géographique très localisée, se réclamer tant soit peu du Peuple Angolais. Le vrai but de la manœuvre est d'isoler le M.P.L.A. et de rendre plus difficile l'unité. Toutefois quand on connaît l'absence totale de démocratie qui existe au sein de l'U.P.A., on ne peut évidemment pas rendre l'ensemble des militants responsable de telles manœuvres mais seulement le petit noyau de sa direction.

De tels faits nous paraissent autrement significatifs que des déclarations très générales sur la révolution permanente ou le caractère internationaliste de la politique de l'U.P.A.

Dans les faits, cette politique tend à isoler le processus révolutionnaire dans une région limitée de l'Angola, dans le Nord essentiellement, où pourrait se créer un Etat indépendant dirigé par HOLDEN qui garantirait une incursion américaine dans un secteur contrôlé par les Anglais et briserait le mouvement de libération de l'Angola.

A cette politique, il nous faut bien opposer celle du M.P.L.A. qui a réuni du 18 au 20 avril 1962, à Casablanca, une conférence des organisations nationales des Colonies portugaises (C.O.N.C.P.) groupant dix organisations représentant six pays (Angola, Cap-Vert, Guinée, Goa, Mozambique, Sao-Tomé et Prince).

Le premier principe de base déclaré du C.O.N.C.P. est la révolution africaine et ils considèrent l'Algérie comme l'avant-garde de cette révolution.

Ceci nous amène à étudier le problème des appuis extérieurs des différents groupes.

### La politique extérieure du M.P.L.A.

Or nous présente les dirigeants du M.P.L.A. comme des Khrouchtchéviens s'appuyant exagérément sur les Etats ouvriers.

— Nous ne croyons pas, quant à nous, que l'on puisse taxer Mario de Andrade de khrouchtchévien sur la foi d'articles parus dans la revue du P.C.F. « Démocratie Nouvelle » et cela pour plusieurs raisons.

La première, c'est que l'appui essentiel leur est fourni (outre celle des pays africains et avant tout maintenant l'Algérie) par la Chine populaire dont la politique extérieure est loin de suivre la ligne de la coexistence pacifique.

La seconde nous est fournie par l'action même du M.P.L.A. qui, le premier, a déclenché l'insurrection armée à Luanda le 4 février 1961.

Aujourd'hui tout dirigeant nationaliste qui ne veut pas se compromettre avec l'impérialisme doit manœuvrer et demander le soutien des Etats ouvriers en évitant les critiques publiques contre la bureaucratie soviétique. Ce fait ne doit pas nous empêcher de voir la direction fondamentalement anti-stalinienne de la politique des dirigeants du M.P.L.A., on doit comme à CUBA regarder ce qu'ils sont en train de faire.

D'ailleurs si l'on veut prendre la peine de lire la déclaration de Mario de Andrade au Congrès Mondial du Mouvement de la Paix à Moscou en juillet dernier, on y trouvera une conception de la coexistence pacifique qui n'est peut-être pas exactement celle de Khrouchtchev.

« Notre mouvement politique qui a proclamé le mot d'ordre d'action directe contre le colonialisme portugais et mobilisé le peuple angolais pour une lutte armée, se sent également concerné par les problèmes du désarmement et de la paix.

... Le M.P.L.A. et son armée populaire, tout en opposant une résistance acharnée au colonialisme portugais, compte sur l'appui des forces démocratiques et pacifiques du monde entier.

... Tout cela nous autorise à proposer la mobilisation des divers comités de la paix en vue d'un soutien concret à tous les peuples que le colonialisme a poussé à prendre les armes pour défendre leur liberté. »

### La politique extérieure de l'U.P.A.

Nos camarades nous disent avoir été d'accord avec l'article de Pablo (« Quatrième Internationale » n° 15) dans lequel l'auteur montrait que la division du mouvement rationaliste ne s'effectuait pas seulement sur des questions de personnes « mais que dès la phase anti-impérialiste il est courant actuellement de voir le mouvement national africain se scinder en deux tendances, l'une bourgeoise c'est-à-dire bourgeoise et pro-occiden-

tales, l'autre castriste c'est-à-dire s'orientant en définitive vers le socialisme ».

En partant de cette analyse, une série de faits et de déclarations montrent assez clairement maintenant que la direction actuelle de l'U.P.A. a des liens très étroits avec l'impérialisme américain.

C'est l'avis de nombreux journalistes occidentaux qui sont loin de rouspéter des sympathies pour le M.P.L.A. Tel le journaliste anglais Colin Legum qui écrit dans l'« Observer » du 18 mars 1962 :

« Si le M.P.L.A. est généralement considéré comme un mouvement de gauche révolutionnaire, l'U.P.A. par contre est considéré comme un mouvement nationaliste et il est du domaine public que l'U.P.A. reçoit un soutien et des fonds des U.S.A. »

Mais l'avis qui nous semble le plus autorisé est celui d'un Français : Henri Larcier, sympathisant très proche de l'U.P.A. puisque c'est lui qui a écrit l'article destiné à présenter l'Union des populations de l'Angola dans le numéro spécial de « Présence Africaine » du troisième trimestre 1962 :

« Il est difficile de prétendre que l'U.P.A. soit un parti inféodé à la finance américaine.

S'il en était ainsi, on comprendrait mal que les Portugais puissent l'accuser dans le même temps d'être vendu au communisme international. C'est pourtant la tactique que le régime Salazar a suivie pour discréditer le mouvement auprès de l'opinion publique américaine dont la sensibilité est demeurée à fleur de peau dès qu'il est question de près ou de loin d'un quelconque danger communiste.

Et il ne fallut rien moins qu'un rapport des services secrets américains pour conclure en réalité que l'U.P.A. était un mouvement nationaliste de tendance modérée dont les leaders tout au long de leur carrière avaient repoussé la tentation marxiste.

Il y a là un double aveu : le premier, c'est que les leaders de l'U.P.A. ont toujours repoussé les conceptions marxistes, le second encore plus gros met en évidence la collusion de l'U.P.A. avec les services secrets américains qui volent à son secours pour le dédouaner.

Pour notre part, nous avons la preuve qu'en Europe de l'Ouest, des réfugiés angolais ont reçu la visite de porte-parole des Baptistes américains (les grands amis et les conseillers politiques de HOLDEN qui les ont mis en garde « que s'ils ne quittaient pas le M.P.L.A. pour l'U.P.A., ils perdraient leur bourse ».

Enfin, l'importance de l'aide reçue par HOLDEN ROBERTO de la part du gouvernement central du Congo-Léopoldville, peut difficilement s'expliquer sans le contentement des Américains les mêmes gens qui soutiennent HOLDEN soutiennent ADOULA, les mêmes qui haïssent GIZENGA, haïssent MARIO DE ANDRADE.

Nous pensons que l'actuelle direction de l'U.P.A. s'opposera par tous les moyens à l'unité de la révolution angolaise et qu'elle n'acceptera pas plus l'unité avec le Dr AGOSTINO NETO, récemment évadé du Portugal, qu'avec MARIO DE ANDRADE.

Par contre, nous pensons que l'U.P.A. représente une force essentielle qui, unie au M.P.L.A., doit mener à son terme la lutte révolutionnaire. Nos propres contacts, l'expérience de nos camarades, nous confirment dans la certitude qu'un grand nombre de cadres de l'U.P.A. sont d'authentiques révolutionnaires.

Toutes ces raisons rendent essentiel un changement de la direction de l'U.P.A., ou tout au moins une orientation politique fondamentalement différente sur la base de la rupture avec l'impérialisme américain ; alors l'obstacle à l'unité de toutes les forces révolutionnaires de l'Angola sera levé.

# L'A.L.N. AVANT GARDE DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

par Michel PABLO

Extrait d'« Impressions et Problèmes de la Révolution Algérienne »

De loin la principale force structurée existant actuellement en Algérie est, incontestablement, l'armée.

Quand elle n'administre pas directement, comme c'est le cas encore à la campagne, elle contrôle, elle supervise tout, sauf quelques services dépendant directement de l'Exécutif provisoire, ou du Bureau politique.

Elle s'est substituée en fait au F.L.N. qui est à reconstruire sur la base des effectifs en provenance de l'armée, et des militants politiques dont un grand nombre a vécu dans les prisons, les camps de concentration, ou à l'étranger.

Dans les villages, c'est le délégué politico-militaire de l'armée, assisté d'un groupe de militants jouissant de la confiance de l'armée, qui assume le pouvoir réel. Comme c'est également le cas dans chaque zone, et chaque région.

La « djemaâ », assemblée du peuple, traditionnellement élue démocratiquement par tous les habitants d'un douar, a évolué, sous les nécessités de la guerre et de la disparition pratique du F.L.N., en commission, désignée en réalité d'en haut.

La tendance saine serait que ces Comités en reviennent à leur désignation démocratique par l'assemblée de tout le peuple, et qu'ils réalisent dans leur sein l'alliance révolutionnaire indispensable entre soldats, paysans, et ouvriers, entre djounouds et civils.

L'administration de l'armée est animée par son service politique des commissaires politiques, qui ont également élaboré la doctrine révolutionnaire de l'armée.

Les commissaires politiques, jeunes officiers, pour la plupart ex-étudiants qui ont quitté l'Université, soit à la suite de la grève scolaire de 1956, soit à des dates ultérieures, pour rejoindre volontairement l'A.L.N., représentant par excellence la fusion d'une direction politique potentielle avec une masse de paysans démunis de terre, dans le combat révolutionnaire armé.

C'est ce qui fournit sa caractéristique particulière à l'A.L.N., avant-garde révolutionnaire armée, dont le

colonel Boumediène, de loin l'animateur principal, oppose l'homogénéité et la pureté idéologique aux éléments « bourgeois », opportunistes, arrivistes, collaborateurs et contre-révolutionnaires (1) qui abondent selon lui, dans l'organisation politique du F.L.N.

Que l'A.L.N. ait reçu une éducation politique, de loin plus intense, systématique et continue que l'organisation du Front ne fait pas de doute pour quiconque a pris la peine d'examiner la question avec tant soit peu de sérieux et d'objectivité.

Déjà, du temps de la guerre, de véritables académies militaires à l'Est et à l'Ouest, possédaient des Services politiques qui élaboraient la doctrine de la révolution, telle que la conçoit l'armée.

Résumons l'essentiel de celle-ci, sur la base des principaux documents écrits que nous possédons à l'heure actuelle :

« L'indépendance n'est qu'une étape. La révolution est notre but ! »

Cette « révolution », « durable » et « permanente », doit avoir une « doctrine », un « programme économique, social, et politique aussi concret que possible » qui éclaire et guide le « mouvement », le parti révolutionnaire unique, possédant une « base militaire organisée et consciente », composée « de militants révolutionnaires sincères, dynamiques, au sens idéologique, et non pas au sens purement sentimental du terme ».

La révolution est populaire, faite par le peuple et pour le peuple. Ses objectifs fondamentaux sont : la réforme agraire ; l'industrialisation ; la nationalisation ; la lutte contre l'analphabétisme ; l'éducation sanitaire des masses.

La réforme agraire se fera « par l'expropriation des biens mal acquis par la limitation de la propriété, par le retour des terres à leurs propriétaires légitimes, par une mécanisation des moyens de production ; par l'exploitation rationnelle des terres. »

La nationalisation : « elle touche les secteurs-clés de

l'économie, les banques, les mines, les compagnies industrielles, les transports, etc. »

Le Commissariat politique de l'Etat-major, et celui de la wilaya 5 multiplient des cours ronéotypés sur le « capitalisme », le « néo-colonialisme », le « rôle néfaste de la bourgeoisie nationale », etc., où des idées et des analyses, non simplement empruntées aux « Damnés de la Terre », de Fanon, mais carrément marxistes, abondent et dominent.

« Tout combat libérateur », déclare le cours n° 4 du Commissariat politique de la wilaya 5, radiodiffusé par la station de Tlemcen que contrôle ce Commissariat, doit se livrer contre « deux ennemis : la domination étrangère d'une part, et d'autre part la caste bourgeoise. Il faut anéantir sans pitié la bourgeoisie nationale, la « sacrifier sur l'autel de la patrie » (!), en la « coupant de l'ex-puissance coloniale » et en « l'écartant des postes de commande », parce que « non seulement elle freine le développement global et harmonieux de la nation mais parce qu'à la lettre, elle ne sert à rien. »

Elle mène le pays libéré « au néo-colonialisme ». Donc, pour « libérer complètement (l'Algérie) de la servitude il ne suffit pas de « chasser l'occupant étranger, mais il faut briser l'échine à la caste des vampires nationaux. »

Grâce à l'aide des « nationaux haut placé », nous apprend le Cours n° 2 sur « le néo-colonialisme » de la même wilaya, et à « la création d'une classe privilégiée disposant de l'aide matérielle et morale du colonisateur » celui-ci poursuit « par personne interposée » sa politique d'autant, comme « au Sénégal, en Côte d'Ivoire et dans tous les pays de la Communauté ».

Et ce n'est que par des réformes de structure hardies (2) que « l'Algérie, aujourd'hui indépendante, qui n'est pas immunisée contre le danger néo-colonialiste » échappera à ce danger.

Il n'est que juste de considérer que c'est surtout l'armée qui se fait le porte-parole le plus pressant et le plus radical de la réforme agraire, de la révolution agraire.

(1) Dans son interview au journal marocain « Al Tahrir » du 18-7-62.

(2) Que le Cours énumère en détail.